



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

TD(X)/Misc.12
18 février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR
LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
Dixième session
Bangkok, 12-19 février 2000

TABLE RONDE SUR LA DIMENSION HUMAINE DU DÉVELOPPEMENT

**"Donner les moyens aux entrepreneurs d'entrer
dans le XXI^e siècle"**

Résumé

Établi par le secrétariat de la CNUCED. Document non officiel

Exposés des participants

Pour compléter le débat général à la Conférence, cette table ronde a présenté sept exposés faits à la première personne par des hommes et des femmes qui ont dû vaincre des difficultés pour réussir dans les affaires. Il s'agissait des chefs d'entreprise suivants : Mme Boutheyna Iraqui (Maroc), M. Lucas Izoton (Brésil), M. Reda Mehigueni (Algérie), Mme Julia Muntu (Ouganda), M. Narayan Murthy (Inde), M. Peter Petrov (Fédération de Russie) et Mme Khunying Chanut Piyaoui (Thaïlande).

Ouvrant la table ronde, M. Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED, a dit que cette rencontre ajoutait une dimension nouvelle concrète aux débats de la Conférence, à savoir l'expérience que peuvent apporter des personnes qui ont réussi à changer leur vie en faisant preuve d'esprit d'entreprise. M. Ricardo Marquez, Vice-Président du Pérou, qui a présidé la réunion, dit qu'il était important de passer de considérations macroéconomiques globales à l'examen des questions microéconomiques proches des préoccupations des PME.

Les participants ont fait un bref exposé de l'expérience qu'ils avaient acquise à l'occasion de la création de leur propre entreprise dans des domaines aussi divers que l'industrie des logiciels, les produits laitiers et le tourisme. Indiquant les raisons de leur réussite, beaucoup ont mentionné l'éducation, un travail opiniâtre et la confiance en soi; d'autres ont mis l'accent sur la persévérance, le travail d'équipe et une aide bien ciblée des pouvoirs publics. Plusieurs se sont accordés pour dire que les leçons que l'on pouvait tirer de ses propres erreurs et la capacité de rebondir étaient des facteurs essentiels. Deux d'entre eux ont dit qu'ils avaient tiré profit, au début de leur carrière, du soutien apporté par la CNUCED dans le cadre de ses activités de coopération technique.

Le débat qui a suivi

Les débats ont fait ressortir un certain nombre d'enjeux, d'attentes et d'aspirations dans lesquels on pouvait distinguer deux traits communs, à savoir : i) que l'État devrait apporter un soutien plus actif aux entrepreneurs pour les aider à jouer intelligemment le jeu de la mondialisation; et ii) qu'il ne fallait pas perdre de vue la dimension humaine de l'activité économique et du développement. Sans le dire explicitement, les participants ont laissé entendre dans bon nombre de leurs déclarations qu'il fallait donner davantage de moyens aux entrepreneurs.

Tous les participants ont estimé que l'esprit d'entreprise était un facteur essentiel du développement humain. La plupart ont souligné qu'ils préféraient voir l'État intervenir le moins possible si cela devait entraîner une bureaucratie et des obstacles à la création d'entreprises. Toutefois, ils ont convenu que pour eux-mêmes dans leur entreprise existante, ainsi que pour les générations futures d'entrepreneurs, l'État devrait créer pour les entreprises un environnement qui soit non seulement propre à faciliter la concurrence, mais également à encourager ("responsabiliser") les acteurs économiques et à mobiliser leurs compétences et leurs motivations pour créer des richesses.

Le sentiment général a été que le rôle du gouvernement de tout pays résolu à encourager l'investissement privé et l'esprit d'entreprise devait être triple. Tout d'abord, il devait établir des règles qui soient les mêmes pour tous et créer un milieu favorable aux entreprises (notamment un cadre juridique approprié, la possibilité d'obtenir des crédits à des conditions raisonnables et des politiques équitables en matière de concurrence et de fiscalité), afin d'offrir à toutes les entreprises les conditions minimales nécessaires pour devenir compétitives. Deuxièmement, il devait favoriser l'épanouissement des talents par le système d'éducation et d'autres initiatives visant à encourager l'innovation et l'esprit d'entreprise et à créer une autorité morale. Troisièmement, le gouvernement devait utiliser et promouvoir les moyens techniques nécessaires pour faciliter la prise de décision et l'action des entreprises, en répondant notamment, ainsi qu'un participant l'a fait valoir, au besoin vital d'informations relatives au commerce.

Deux autres participants ont souligné combien il importait de faciliter l'accès des pauvres aux technologies de l'information en tant que moyen de promouvoir l'esprit d'entreprise. On a fait observer également qu'il était nécessaire d'adapter continuellement le cadre institutionnel au contexte évolutif de la mondialisation.

Évoquant leurs différents parcours et exprimant leur aspiration à une forme de mondialisation à visage humain, les orateurs ont révélé quelques-unes des attentes les plus importantes de la société civile. L'une d'elles, en particulier, concernait la nécessité d'un dialogue et d'un partenariat entre ceux qui produisent et ceux qui sont en mesure de créer des conditions équitables dans le domaine de la production.

Ces idées ont été chaleureusement encouragées par M. Ricupero, qui a rappelé combien il était important que les "aspirations" de tous soient entendues et prises en considération dans le domaine économique, tout comme elles le sont, dans les pays démocratiques, dans le domaine politique.

Les témoignages apportés par les chefs d'entreprise invités ont fait ressortir la nécessité d'encourager les progrès de chacun pour permettre à tout individu de réaliser son propre "conte de fées", comme l'a dit un participant. Quelques-uns des participants ont fait valoir qu'une parfaite compréhension des conditions de la réussite et des avantages de la mondialisation était la clef de l'innovation et du développement des entreprises.

Les participants ont exprimé des vues divergentes quant aux conséquences de la mondialisation pour leur entreprise. Certains ont été d'avis que la mondialisation ouvrait aux entreprises des perspectives d'expansion sans précédent; d'autres craignaient qu'elle n'entraîne, si elle était mal gérée, une perte d'équité et n'aille à l'encontre de l'objectif d'un développement économique centré sur la personne humaine.
